



**SÉCURITÉ ET JUSTICE :
FRANÇOIS HOLLANDE AU RENDEZ-VOUS
DE L'IDÉOLOGIE DE L'IMPOSTURE ET DU LAXISME**

Lors de son discours au Bourget le 22 janvier 2012, François Hollande avait voulu nous faire croire qu'à gauche le temps du laxisme était révolu... Prenant un air martial, il avait averti : « les petits caïds », « la République les rattrapera » !

*Pour **François Hollande les paroles ne sont jamais suivies d'actes**. Il promet la fermeté face aux caïds, mais, dans le même temps, il **prévoit le retour aux vieilles solutions de Jospin qui ont échoué**, et **la suppression de notre arsenal policier et pénal...** Promettre la fermeté dans les discours et prévoir le laxisme dans les faits, c'est mentir aux Français. Sur la sécurité et la justice, François Hollande est dans l'imposture.*

I. François Hollande use d'un double discours scandaleux sur la sécurité depuis 2002

- **Notre bilan en termes de sécurité est incontestablement bon** : la délinquance a baissé de 17% depuis 2002. En 2011 nous avons eu 678 000 victimes de moins qu'en 2002 alors même que, sur cette période, la population a progressé de plus de 3 millions de personnes.
- Dans la presse locale, **François Hollande est bien obligé de le reconnaître**: « *Il y a eu beaucoup de progrès qui ont été faits depuis 10 ans [...] la délinquance quantitativement a pu être maîtrisée.* » (Journal de Saône-et-Loire du 6 février 2012).
- Mais, sur les plateaux de télévision, à heure de grande écoute, **François Hollande tient un tout autre discours et ses mots ne sont pas assez durs pour condamner la politique de Nicolas Sarkozy** stigmatisant le « *constat d'échec d'une politique menée depuis dix ans* » (le 29 novembre 2011 à Villepinte).
- ⇒ Pris en flagrant délit d'hypocrisie, François Hollande n'a rien à proposer d'efficace et de crédible sur la sécurité. Il se contente de ressortir les **mesures qui ont échoué sous Lionel Jospin et de supprimer les solutions qui ont fonctionné sous Nicolas Sarkozy**. Encore une fois, à gauche, l'idéologie a primé sur le pragmatisme, et ce sera la sécurité des Français qui en pâtira !

II. Retour vers le passé : François Hollande propose de rétablir les mesures catastrophiques des années Jospin et de supprimer les solutions efficaces mises en place depuis 2002, les Français risquent d'en payer le prix.

- **François Hollande n'a rien appris des errances des années Jospin. L'insécurité avait explosé en 5 ans : +17,7% de la délinquance générale, +70% de violences aux personnes. Et pourtant, le candidat socialiste ne propose rien de mieux que de faire table rase du présent pour réhabiliter le passé :**
 - ✓ **Le retour à la très naïve police de proximité dont l'échec a été patent.** Elle consistait à faire « copain-copain » avec les « caïds » des quartiers dans l'espoir de les ramener dans le droit chemin... Cela a eu l'effet inverse de ce qui était recherché : la police n'a plus été prise au sérieux et la peur de la sanction s'est étiolée. Mais c'est un « marqueur » idéologique à gauche, alors François Hollande veut la relancer. La vraie police de proximité, ce sont les polices municipales mais le PS s'évertue à les combattre.
 - ✓ **La suppression des peines-plancher qui fixent une peine minimale pour les multirécidivistes.** En clair, François Hollande propose qu'un récidiviste n'encoure plus une peine plus lourde qu'un primo-délinquant... Drôle de signal envoyé aux délinquants ! Depuis 2007, 30 000 peines-plancher ont été prononcées. Sans cette loi il faut prendre conscience que ce sont 30 000 récidivistes dont la peine aurait été moins lourde et donc moins longue.
 - ✓ **La création de 1000 postes supplémentaires par an pour la justice, la police et la gendarmerie...** Comme sur tous les sujets, le PS s'évertue à nous expliquer qu'il suffit de créer des emplois publics pour régler tous les problèmes. La vérité, c'est que cela coûte cher, pour un effet quasi nul : 500 postes supplémentaires par an dans la police et la gendarmerie, c'est à peine 5 policiers ou gendarmes en plus par département !
 - ✓ **La soumission des contrôles de police à un « système d'attestations »** (proposition 30 du projet de François Hollande). En clair, avant de contrôler un suspect, ce sera au policier de présenter ses papiers... Le candidat socialiste renoue là avec la défiance traditionnelle de la gauche envers la police !
- Pour le reste, François Hollande reprend des dispositifs qui existent déjà :
 - ✓ **La création de zones de sécurité prioritaires** : cela s'appelle du marketing politique. Heureusement que les forces de sécurité n'ont pas attendu M. Hollande pour travailler et s'investir dans les zones les plus touchées par la délinquance !
 - ✓ **Le doublement du nombre de centres éducatifs fermés** pour les mineurs en les portant à 80 durant le quinquennat... Cette proposition ne manque pas de sel alors que **la majorité socialiste au Sénat a refusé la semaine dernière la création de 20 centres éducatifs fermés supplémentaires**, proposée par la majorité, et que le PS, dont le député Hollande lui-même, avait voté en bloc contre ces centres éducatifs fermés créés par la majorité en 2002 !

III. En matière de sécurité, le PS a fait du laxisme une marque de fabrique depuis des années

Pour essayer d'endosser le costume de la crédibilité, **François Hollande a respecté l'esprit de la philosophie laxiste de son parti sans aller aussi loin que ses amis le proposaient.** Mais

il faut être conscient que si la gauche est au pouvoir, **elle ira beaucoup plus loin que ce que laisse entendre son candidat aujourd'hui** :

- **Le Sénat socialiste, le 1^{er} février 2012 a voté une proposition de loi dangereuse sur les questions de justice et de sécurité.** François Hollande est cosignataire de cette proposition de loi qui avait été portée par les députés socialistes avant d'être reprise par les sénateurs du PS, il cautionne donc personnellement tout ce qui a été voté dans ce texte. Dans cette loi, le PS veut tout faire pour que les délinquants n'effectuent pas les peines de prison auxquelles ils ont été condamnés. Il propose :
 - ✓ **Un aménagement systématique sous forme de semi-liberté, placement à l'extérieur pour des peines inférieures ou égales à 3 mois** Comment peut-on croire que la perspective de la semi-liberté fasse peur à un délinquant ? Une sanction non appliquée renforce le sentiment d'impunité.
 - ✓ **Un quota de 5% de places réservées dans chaque établissement pénitentiaire pour des incarcérations immédiates ce qui obligera la prison,** dès qu'un nouveau détenu sera incarcéré, à en libérer un autre. En clair avec la gauche, un délinquant chasse l'autre ! Plutôt que de créer des places de prison pour enfermer les individus condamnés, la gauche propose de libérer les anciens pour faire de la place aux nouveaux...
 - ✓ **La construction de quatre centres de semi-liberté supplémentaires,** quand on manque de plus de 20 000 places de prisons. La priorité devrait pourtant aujourd'hui être à la construction de prisons et non à celle de centres de semi-liberté.
- Dans son projet (page 45), le PS proposait **non seulement la suppression des peines-plancher, mais aussi celle de la rétention de sûreté** dont le principe est de maintenir enfermés les détenus en fin de peine **qui présentent un risque très élevé de récidive** parce qu'ils souffrent d'un trouble grave de la personnalité ou qu'ils ont été condamnés pour des crimes d'une extrême gravité, en particulier sexuels. Pour le PS, il n'y a donc pas de danger à libérer un criminel dangereux dont on sait qu'il peut très probablement repasser à l'acte dès sa sortie de prison...
- Marlyse Lebranchu, ancienne Gardes des Sceaux de Lionel Jospin, a proposé **de supprimer près de 20 000 places de prisons** alors qu'il en manque déjà 20 000 dans notre pays. 20 000 places de prisons en moins, c'est 20 000 délinquants en plus en liberté !
- Jean-Jacques Urvoas, député socialiste du Finistère et « Monsieur Sécurité » au PS a **proposé de pénaliser financièrement les villes qui ont une police municipale.** C'est de la pure idéologie et c'est contraire au principe de libre administration des collectivités locales. Pourquoi empêcher un maire de former une police municipale importante s'il s'est engagé devant ses administrés à faire de la sécurité une priorité ? Jean-Jacques Urvoas veut aussi **désarmer les polices municipales.** Alors que les délinquants sont de plus en plus violents, pourquoi vouloir priver les policiers municipaux des moyens de se défendre et de défendre les Français de ces violences ?

La politique de « sécurité » proposée par François Hollande est dominée par des considérations idéologiques **qui consistent à privilégier le délinquant plutôt que la victime.**